



Lutter, c'est non seulement possible,  
mais c'est nécessaire et c'est utile !

Avec l'évidence des conséquences dures des décisions gouvernementales : des dizaines de postes supprimés dans l'éducation nationale dans le département, des menaces de privatisation au château de Pau, la direction du conseil général qui joue la montre et tente de prendre les agents pour des naïfs, les collègues commencent à comprendre que tout cela risque de continuer s'ils ne se décident pas à montrer leur détermination à ce que ça s'arrête.

Commencent à comprendre. Et encore, l'enthousiasme revendicatif n'est pas au rendez-vous !  
Notre travail de responsables syndicaux est de montrer qu'il y a une issue à cette dégradation accélérée, qu'elle n'est ni loin ni inatteignable. Il suffit que tout le monde s'y mette et, tous ensemble, nous renversons la vapeur. En dépit de ses déclarations péremptives, nous contrainsons le pouvoir à reculer. Nous imposerons un budget de la Fonction Publique à la hauteur des besoins. Nous arrêterons la casse de nos statuts et nous embrayerons sur la reconstruction d'un service public au service de tous, sur la reconstruction d'une éducation nationale qui prenne en compte tous les élèves, tels qu'ils sont, et les conduise au succès scolaire.

**Ce qu'il est indispensable de faire comprendre, c'est que c'est possible. C'est que c'est indispensable.**

On a vu ce spectacle étonnant de manipulation de l'opinion, de langage complètement renversé, de propagande éhontée, quand les principaux responsables ministériels de la politique qui nous accable (et principaux responsables de leur défaite électorale), affirmaient sans rire que si le corps électoral les avait sanctionnés, c'est parce qu'ils n'allaient pas assez loin ni assez vite dans les « réformes » !!

**C'est urgent !**

On peut tirer de l'expression concertée et martelée toute la soirée électorale de cet abus de langage au moins deux réflexions :

- 1) Ils sont pressés et ils ont peur. Pour la même raison : ils craignent que les salariés prennent conscience de la gravité des attaques et se décident à se réunir pour donner le coup d'arrêt à cette politique. Or, ils doivent appliquer cette politique imposée par le MEDEF et la commission européenne le plus rapidement possible, afin que des effets irrémédiables rendent plus difficiles les ripostes postérieures : Ils ont commencé par s'attaquer aux moyens de défense des salariés le 31 juillet 2007 en visant directement le droit de grève. Ils continuent en visant maintenant les statuts de la Fonction Publique. La loi sur la mobilité, rejetée cette semaine par toutes les organisations syndicales, est une arme redoutable qu'il faut absolument repousser !
- 2) Malgré la dégringolade de leur chef dans les sondages, il ne faut pas oublier que Fillon, artisan de la casse des retraites, du socle commun et de bien d'autres « réformes » très dangereuses, reste à un niveau invraisemblablement haut dans les sondages.

**Le rejet du chef ne signifie donc pas encore le rejet de la politique du chef. C'est cette politique qu'il faut combattre.**

La meilleure façon, nous le voyons, est de montrer les effets de cette politique qui commencent à ne plus pouvoir être dissimulés, et donc de refuser la politique qui produit ces effets.

La meilleure façon, c'est aussi de montrer qu'il existe une alternative à cette politique.

Même si nous n'avons pas, comme organisation syndicale, la responsabilité de proposer une politique globale d'organisation du pays, nous avons la responsabilité de défendre notre fonction publique et nos services publics. Nous avons la responsabilité de dire que nos compatriotes, tous les gens qui vivent et travaillent chez nous, ont besoin de services publics de qualité, et que cela profite à tout le pays.

C'est ce qu'il faut que nous fassions partout où nous travaillons : montrer que la dégradation de notre outil de travail, si elle nous pénalise, met aussi en danger le tissu social de notre pays, là où nous travaillons. Nous ne devons avoir aucune difficulté à refuser la dégradation de nos conditions de travail, de nos salaires : c'est la qualité de nos missions qui est en cause.

## Mais pourquoi les organisations syndicales ne cherchent-elles pas la convergence des luttes ? Il faut leur poser la question !

Nous devons ensuite travailler à organiser nos refus et nos exigences à tous les niveaux, faire enfin converger nos luttes, toutes nos luttes, à tous les niveaux.

Nous dépasserons vite le niveau sur lequel chacun de nous peut immédiatement agir.

Mais nous avons aussi la possibilité, le devoir peut-être, d'exiger de nos organisations de répondre à la question suivante : pourquoi tant de difficultés à fédérer les luttes et à les faire converger ? Il semble parfois que tout est fait pour que ces luttes restent éparpillées, isolées, impuissantes dans leur isolement et donc porteuses contradictoirement de déception et de fatalisme...

C'est inacceptable ! Aucune raison, dans un temps où les attaques sont aussi profondes et dangereuses. On ne peut pas laisser s'éparpiller et s'épuiser les luttes. Il est temps de dépasser des intérêts secondaires et d'aller à l'essentiel.

**Dans l'intersyndicale comme dans la FSU.**

D'ailleurs, la FSU pourra d'autant mieux imposer l'unité des luttes, qu'elle sera parvenue à fédérer les luttes que ses syndicats organisent un peu partout et de plus en plus.

Même remarque au niveau européen. On a vu que le patronat européen sait dépasser ses querelles internes parfois vives et imposer des directives destructrices. Il faut que la FSU, unie, fasse entendre sa voix avec ses alliées et impose une résistance active. Un peu partout en Europe, les camarades organisent des grèves pour les salaires, pour la défense des conditions de travail. Il faut avancer, avancer toujours et être offensifs.

Le 5 avril à Ljubljana, les syndicats européens organisent une manifestation européenne de lutte. C'est très bien. Il faut donner à cette journée l'accent revendicatif le plus unitaire et du plus haut niveau possible. Non seulement les travailleurs européens y sont prêts, mais ils l'attendent !

**Plus près de nous, la semaine prochaine, plusieurs dates nous permettront de montrer nos exigences :**

- **le samedi 29 mars à 10 heures 30**, un rassemblement est organisé à l'initiative de la FSU et de la CGT devant la préfecture de Pau pour défendre les retraites. Il faut que nous y soyons nombreux.
- **Le 2 avril**, un rassemblement est organisé devant l'inspection académique à l'occasion du CTPD 1<sup>er</sup> degré à l'initiative de l'intersyndicale, des parents d'élèves et de mouvements pédagogiques
- Au conseil général, après l'élection d'un nouveau président et l'évolution électorale des conseillers régionaux, les agents du conseil général ont relancé leur action revendicative. **A l'initiative de la FSU**, l'intersyndicale a été reçue dans la première audience du nouveau président. Mais les choses n'avancent pas assez vite : la prochaine assemblée plénière où ce problème devrait trouver enfin sa réponse positive est très proche et le nouveau président va tenter à son tour de jouer la montre. Une action est en cours. Il est possible qu'on revoie bientôt les agents du conseil général quelque part en action !

La journée d'action et de grève du 18 mars dans l'enseignement secondaire a été suivie par un nombre significatif de collègues. Insuffisant pour imposer un changement. Mais porteur d'actions plus suivies dans l'avenir proche. L'ankylose des luttes doit se guérir rapidement. **Les collègues doivent retrouver leur confiance dans leurs forces.** Il faut absolument parvenir à fédérer et faire converger les luttes qui se multiplient un peu partout, dans le privé comme dans le public. C'est ce à quoi Unité & Action s'attache particulièrement.